

## Contexte et défi

### Contexte

La pauvreté est étendue et chronique en Afrique, comme l'indiquent les statistiques qui suivent (FIDA, 2001):

- il y a 302 millions de pauvres en Afrique subsaharienne, c'est-à-dire 48 % de la population;
- entre 1987 et 1998, alors que le nombre de pauvres dans tous les pays en développement du monde diminuait de 0,5 % par an (malgré une croissance globale de la population d'environ 1,5 %), le nombre de pauvres en Afrique subsaharienne a augmenté plus vite (de 3,3 % par an) que la population elle-même (3,1 % par an);
- en Afrique de l'Ouest et du Centre, environ 75 % des pauvres vivent en milieu rural;
- le niveau de production alimentaire par personne en Afrique de l'Ouest et du Centre n'a pas changé depuis 1980.

Dans les villages et villes du continent, ces statistiques ont une connotation beaucoup plus humaine et touchante. La pauvreté affecte directement les fondamentaux de la vie par le fait que, par exemple, la mortalité infantile en Afrique subsaharienne est de 92 pour 1000 (88 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre) et l'espérance de vie de 47 ans (48 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre)<sup>1</sup>.

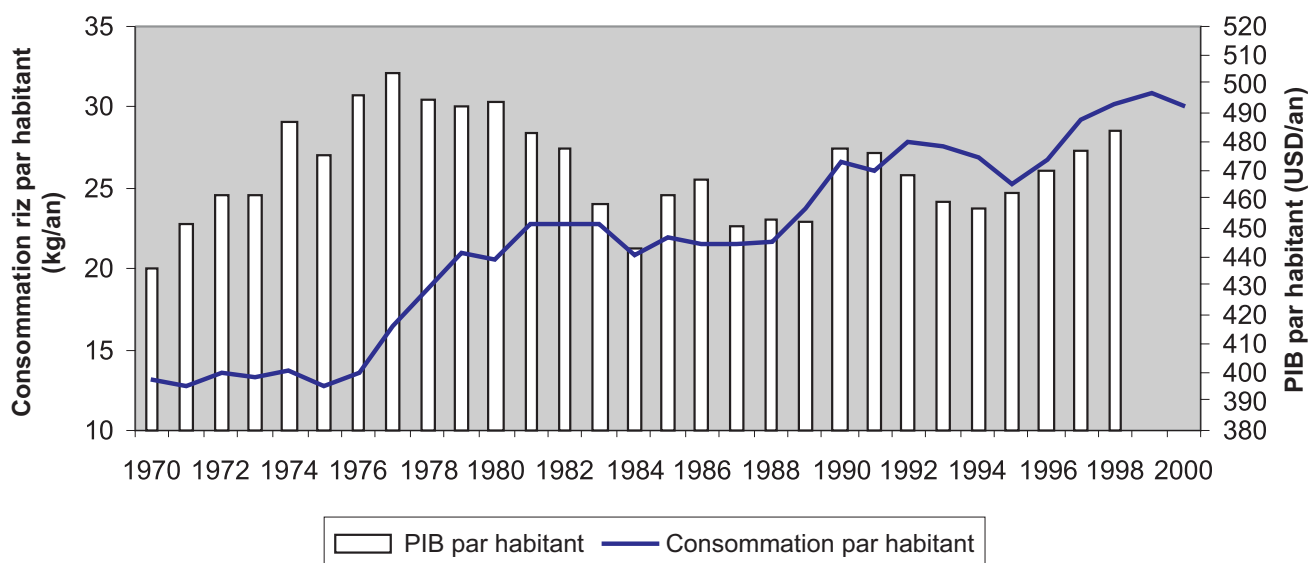
Cette image de pauvreté étendue et chronique explique que le consensus autour des Objectifs de développement du millénaire des Nations Unies (Nations Unies, 2002) et le désir d'alléger une telle pauvreté soient au centre d'initiatives comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Etant donné la concentration

des populations humaines et de la pauvreté en milieu rural et la nature largement agraire des économies africaines, il est logique que le secteur agricole soit une cible. Les liens entre l'agriculture d'une part et la sécurité alimentaire, la nutrition et la gestion de l'environnement d'autre part, sont indéniables. De même, le secteur agricole jouera nécessairement un rôle central pour stimuler et soutenir une croissance économique durable. Dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, on constate généralement que lorsque l'agriculture va bien, l'économie marche bien.

Alors qu'il a été souvent suggéré que les paysans africains sont fortement conservateurs et enfermés dans leurs pratiques traditionnelles, il y a eu, au cours de ces trois dernières décennies, des changements significatifs dans les modes de production et de consommation des biens agricoles. Un exemple particulièrement frappant est celui du riz en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Il y a des siècles que le riz est cultivé en Afrique de l'Ouest et du Centre et dans des zones de Sierra Leone, Guinée et Côte d'Ivoire, le riz a longtemps été une culture vivrière. Depuis la moitié des années 70, cependant, la consommation de riz dans la région (et dans une moindre mesure en Afrique subsaharienne toute entière) a fortement augmenté (Figure 1). Par exemple, au cours de la période 1970-1998, la consommation totale de riz a augmenté d'une moyenne de 3,7 % par an, suite à une combinaison de la croissance démographique (pour 70 % de cette croissance annuelle) et de l'augmentation de la consommation par personne (pour 30 %).

<sup>1</sup>Comparé à une mortalité infantile de 5,4 pour 1000 et une espérance de vie de 78,2 ans pour les pays à haut revenu de l'OCDE en 2001 (Base de données sur les indicateurs de développement dans le monde, avril 2003).



**Figure 1.** Consommation de riz par personne et PIB en Afrique de l'Ouest.

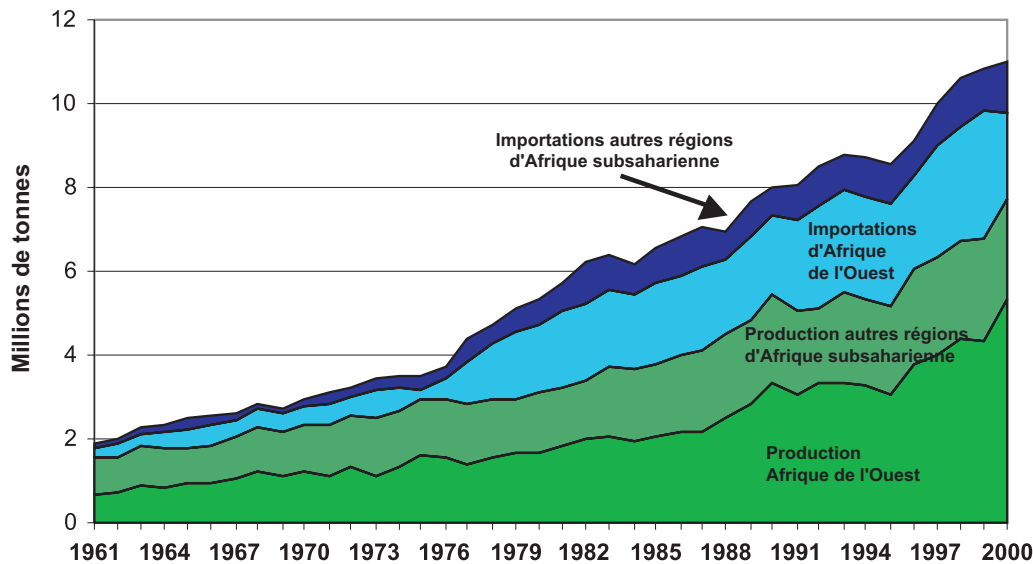
Source: FAO-Agrostat 2001, Indicateurs du développement en Afrique de la Banque mondiale, 2001.

L'augmentation de la consommation de riz n'est pas uniquement un phénomène urbain, même si elle est alimentée de manière significative par l'urbanisation croissante et les changements associés dans le mode de vie. En fait, le riz est consommé en milieu urbain et rural à travers toute la région à telle enseigne qu'il doit être considéré comme l'une des principales cultures vivrières. La position centrale du riz dans le régime alimentaire de la région est illustrée par le fait qu'après la dévaluation du franc CFA de 50 % en 1994, les consommateurs du Burkina Faso, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Mali n'ont pas pu se reconvertir aux céréales produites localement et ont plutôt choisi de maintenir leur niveau de consommation de riz (largement importé) d'avant la dévaluation (Diagana *et al.*, 1999).

Alors que la consommation a connu un boom, la production a aussi augmenté, mais dans une moindre mesure (Figure 2), ce qui a élargi le fossé entre la

consommation et la production régionales. En Afrique de l'Ouest et du Centre, ce fossé a été comblé par des importations atteignant, en 1998, quelques 2,5 millions de tonnes de riz usiné en provenance d'Asie et d'Amérique du Nord. Ce niveau d'importation représente 20 % de la valeur des importations agricoles et fait de l'Afrique de l'Ouest et du Centre un acteur important dans ce qui est relativement un « petit » marché mondial du riz (seulement 6 % de la production mondiale sont commercialisés) (Dawe, 2002).

En fait, l'Afrique de l'Ouest est de plus en plus dépendante des producteurs asiatiques et du marché mondial pour l'une de ses cultures vivrières. Il est vrai que depuis 1982, le prix du riz ajusté en fonction de l'inflation sur le marché mondial a chuté précipitamment et se trouve maintenant à son niveau le plus bas (Dawe, 2002). Il est aussi vrai qu'en cette ère de libéralisation du commerce et de mondialisation, l'objectif d'autosuffisance



**Figure 2.** Production et importations de riz en Afrique de l'Ouest et dans d'autres régions d'Afrique subsaharienne.  
Source: FAO-Agrostat 2001.

alimentaire peut être perçu comme un anachronisme; néanmoins, la situation du riz en Afrique de l'Ouest et du Centre doit soulever de sérieuses préoccupations. Plus spécifiquement, la transformation agricole en cours en Asie induite par la diversification des modes de consommation et la croissance continue de la consommation pourrait affecter le volume de surplus de riz exportable (comme l'ont fait des changements de politiques et des événements politiques et environnementaux dans le passé). En plus, il est clair que le niveau des rendements de riz irrigués en Asie tropicale augmente de moins en moins et a même cessé d'augmenter et l'écart entre les rendements paysans potentiels et réels s'est considérablement réduit (Peng *et al.*, 1999). Finalement, les importations de riz pèsent sur les réserves de devises étrangères disponibles. Ainsi, la sagesse et la durabilité de la politique rizicole de l'Afrique de l'Ouest et du Centre reposant fortement sur le marché mondial amènent à se poser des questions.

La demande toujours croissante de riz combinée au fait que le riz se cultive bien et de manière économique dans une vaste gamme d'écologies en Afrique de l'Ouest et du Centre semble offrir une opportunité toute prête pour une augmentation de la production et de la transformation locales. Plus spécifiquement, étant donné la demande croissante du riz, la large répartition de la production et ses potentialités d'augmentation, l'échelle relativement petite à laquelle elle est entreprise, le niveau élevé d'implication des femmes et les besoins de transformation locale, la « chaîne de production–consommation »<sup>2</sup> semble être une plate-forme offrant des potentialités significatives pour une croissance économique basée sur le monde rural et un allègement de la pauvreté.

<sup>2</sup>On considère que « la chaîne de production–consommation » comprend tous les acteurs et processus impliqués dans la production, la transformation, le stockage, la commercialisation et la consommation du riz.

## Défi

Le défi est d'améliorer la performance du secteur riz en vue de permettre aux producteurs, transformateurs et négociants de tirer un meilleur avantage de la demande en riz. Trois facteurs inhibiteurs peuvent être identifiés:

- les faibles niveaux de la productivité;
- la mauvaise qualité du produit commercialisé;
- l'environnement commercial et politique défavorable.

Chacun de ces facteurs représente un ensemble complexe de défis imbriqués qui ne peuvent être relevés qu'à travers les actions conjuguées des producteurs, des transformateurs et des consommateurs soutenus par la recherche, le développement de technologies et des changements politiques d'envergure. Néanmoins, on peut identifier un certain nombre de considérations qui, une fois rassemblées, donnent une idée de l'ampleur du défi qui se pose à ceux qui veulent contribuer à l'allègement de la pauvreté à travers une intervention sur la chaîne de production–consommation du riz.

Un aspect important est peut-être le niveau élevé de diversité qui caractérise aussi bien le milieu que les systèmes de production de la région. Cette diversité a des implications critiques pour la recherche agricole et tous ceux qui veulent contribuer au développement rural. Diversité veut dire qu'il y a une multiplicité de trajectoires de changement, ce qui met plus de pression sur la recherche et les services de développement connexes.

Mais la capacité de la recherche agricole est très réduite. La plupart des systèmes nationaux de recherche de la région s'efforcent de hiérarchiser efficacement les domaines de recherche, de mobiliser

et gérer les ressources et intensifier l'appui public à la recherche. Cela ne veut pas dire que la recherche agricole nationale et internationale n'a pas été efficace à un certain degré (Maredia *et al.*, 2000) ou que les retours à l'investissement dans la recherche agricole en Afrique n'ont pas été positifs d'une manière générale (Masters *et al.*, 1998). Mais, il y a un sentiment persistant que les petits producteurs pauvres n'ont pas été laissés pour compte par les systèmes formels de recherche et de vulgarisation.

L'un des facteurs qui a limité l'impact de la recherche agricole est le fait qu'elle est traditionnellement ciblée sur les questions de production et approvisionnement au détriment d'autres étapes et processus de la chaîne de production–consommation. Comme les consommateurs devenaient de plus en plus exigeants du point de vue goût et que les produits locaux doivent concurrencer avec les produits importés, des questions comme celle de la qualité des produits peuvent devenir aussi importantes que les gains de productivité aux champs. Ces considérations sont encore plus pertinentes dans le cas du riz parce que la qualité – et donc la valeur – du produit final est déterminée dans une large mesure par la transformation post-récolte. Ici aussi la question de la diversité se pose, car les paramètres de qualité varient significativement à travers la région.

Une contrainte au progrès agricole reconnue plus récemment, c'est la pandémie du SIDA qui est à cheval sur tous les secteurs, mais particulièrement ressentie dans l'agriculture à forte intensité de main d'œuvre en raison de ses effets directs sur la force de travail la plus importante de la tranche d'âge de 15-49 ans (*voir* encadré).

Finalement, les décisions prises le long de la chaîne de production–consommation sont conditionnées dans une certaine mesure par l'environnement politique. Le fait que dans la ma-

## VIH/SIDA

Le VIH/SIDA est un thème nouveau pour le GCRAI et l'ADRAO. Il est présent dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. A la fin 2000, l'ONUSIDA a estimé que 2,6 millions de Nigériens étaient infectés et que 10,7 % des Ivoiriens adultes vivaient avec le VIH/SIDA. La maladie frappe beaucoup plus le groupe d'âge de 15-49 ans, c'est-à-dire le groupe le plus productif du point de vue économique. Le VIH/SIDA est bien plus qu'une question de santé. Il mine directement ou indirectement les secteurs-clés du développement humain, y compris la sécurité alimentaire, l'environnement, l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement économique. L'ADRAO va contribuer à l'évaluation de l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire par le biais du riz et des systèmes à base riz dans la région. Elle mettra l'accent sur le développement de technologies peu exigeantes en main d'œuvre et de systèmes à base riz ayant une valeur nutritionnelle supplémentaire qui peut réduire l'impact du VIH sur le bien-être de la population rurale.

jeure partie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le riz soit une denrée « politique » pour laquelle, par exemple, les décisions sur les prix, les licences d'importation et les plans de développement ont longtemps été utilisés explicitement à des fins

politiques ajoute une dimension complexe à la discussion sur les politiques. Alors que la recherche sur les politiques doit certainement rester une priorité, c'est un domaine dans lequel les capacités régionales sont limitées.